

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR2025135**

**Objet : AUTORISATION REGULATION - DESTRUCTION DES PIGEONS**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu le code de la Sécurité Intérieure notamment l'article L 511-1,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,

Vu l'arrêté modificatif, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, n° 30-2024-06-21-00006 en date du 21 juin 2024 fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces d'animaux classées susceptibles d'occasionner des dégâts pour la saison 2024-2025 dans le département du Gard.

Considérant la prolifération de l'espèce « columba palumbus » communément appelée pigeons ramiers dans le département du Gard et les dommages et nuisances causés par des individus de cette espèce.

Considérant les dégâts très importants causés par ces pigeons stationnant en grand nombre dans les zones urbanisées de la commune et causant des dégradations aux bâtiments publics et privés ainsi que dans les parcs et espace de circulation,

Considérant les risques sanitaires engendrés par la surpopulation de ces animaux,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les dispositions qui s'imposent pour assurer la sécurité et la salubrité publique,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur Enzo COMBES sis route des Saintes Maries de la Mer- mas des Mimosas - 30220 St Laurent d'Aigouze est autorisé à procéder à la régulation - destruction des pigeons sur l'ensemble du territoire de la commune, en toute condition climatique, par tous moyens autorisés et plus particulièrement par le tir (en respect de la réglementation en vigueur).

**ARTICLE 2 :** La régulation – destruction s'effectue par tir de carabine de calibre 5.5 mm, de nuit, entre 23h00 et 05h00 en fonction de la saisonnalité.

Le tireur désigné doit être titulaire du permis de chasser valide et d'une assurance chasse.

Seul le tireur désigné peut faire acte de tir, avec une arme de petit calibre, dans les conditions propres à assurer la sécurité publique, la conservation des édifices publics et privés ainsi que la tranquillité des lieux.

Les règles de sécurité liées à l'usage des armes à feu doivent être respectées.

À tout moment, le tireur peut se voir signifier, par monsieur le Maire, une interdiction de procéder aux opérations de régulations – destructions.

Les pigeons peuvent être effarouchés à l'aide de dispositifs appropriés de façon à pouvoir être tirés dans le bonnes conditions

**ARTICLE 3 :** Les animaux sont comptabilisés et un compte rendu est adressé à monsieur le Maire avec copie au service de la chasse à la DDTM. Monsieur Enzo COMBES procède à l'enlèvement des cadavres dans les conditions prévues par la réglementation applicable.

**ARTICLE 4 :** Cette autorisation est valable à compter du 10 mars 2025, pour une durée de quatre mois.

**ARTICLE 5 :** Les règles de tir sont celles en vigueur dans le département du Gard.

**ARTICLE 6 :** M. Enzo COMBES est responsable de ces opérations et veille à la sécurité des personnes et des biens

**ARTICLE 7 :** Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès- verbaux et poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services, monsieur l'Elu en charge de la Sécurité, monsieur le Directeur des Services Techniques, madame la Commandante la communauté de brigades de Gendarmerie du Grau du Roi/Aigues-Mortes, madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 03 mars 2025

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire,  
et par délégation



Signé par : CHRISTOPHE BARONI  
Date : 12/03/2025  
Qualité : DGS